

de masse mettant en cause le système capitaliste. Comment expliquer la politique d'alliance ou plutôt de tentative d'alliance avec la bourgeoisie, une aile de celle-ci ou même l'ombre d'une aile, qui est le fond de la politique de la plupart des P.C. du monde capitaliste ; politique qui aboutit rituellement à la défaite du mouvement ouvrier. Et de ces reculs incessants qui est sorti renforcé, en Iran, en Irak, en Indonésie, en France, par exemple, le « camp de la Paix » ou l'impérialisme ?

Quelles que soient les dénégations de plus en plus timides d'ailleurs des khrouchtcheviens, la politique dite de coexistence pacifique est une politique de coexistence non seulement entre Etats de nature différente mais aussi entre classes antagonistes dans les Etats capitalistes.

Sans doute aucun militant communiste ne pourrait de gaieté de cœur condamner les masses de la plupart des pays asiatiques, d'Amérique latine, d'Afrique à mourir de faim en attendant les dix à vingt ans nécessaires à l'U.R.S.S. pour dépasser le niveau de vie des U.S.A. Mais entre cette perspective et celle d'un holocauste de l'humanité, on pourrait choisir la première... à condition de vivre en Europe ou en Amérique du Nord.

L'irréalisme Khrouchtchevien

Car tout ce schéma fait totalement abstraction de trois faits au moins.

Tout d'abord que nulle force au monde n'est aujourd'hui capable d'arrêter la révolution coloniale et que celle-ci ne peut se stabiliser dans l'étape capitaliste. Les pouvoirs bourgeois rendus possibles aux Indes et en Egypte dans une large mesure grâce aux surenchères réciproques des Soviétiques et des Américains, ne font qu'aller de crise en crise. Et pour un pays où une faible bourgeoisie réussit encore à empêcher le déferlement des masses, il en est d'autres où les barrages se rompent. Il

y a vingt ans, l'Amérique latine était encore le continent des putschs militaires, elle est aujourd'hui celui où la révolution socialiste « menace » de toutes parts.

Bien sûr, Khrouchtchev peut dire très sincèrement : « Mais nous n'y sommes pour rien. » Cela ne peut suffire à l'impérialisme. Pourquoi, en effet, y a-t-il une coalition impérialiste, pourquoi l'opposition entre celle-ci et les diverses forces de la révolution est-elle le trait dominant de l'actuelle situation mondiale ? C'est que l'impérialisme comprend — dans certaines limites — combien son avenir est menacé. Cette menace aux aspects économiques et politiques tient finalement à ce que l'existence même de l'U.R.S.S. et des Etats ouvriers, objectivement permet, facilite le développement de la révolution coloniale, en dehors même des intentions de telles ou telles équipes dirigeantes de ces pays.

Et ceci a pour conséquence, dès à présent que l'expansion du marché capitaliste n'est plus possible, ni même le partage de ce marché comme conséquence d'une guerre inter-impérialiste. A plus lointaine échéance, la tache rouge qui s'agrandit sur le globe menace les métropoles impérialistes elles-mêmes.

En d'autres termes, le conflit peut survenir d'une crise économique, d'un développement de la révolution à des secteurs jugés décisifs, d'autant plus que ce développement resterait localisé. Le souci de paix affiché à juste titre par les Soviétiques, n'est pas en définitive un argument décisif pour les impérialistes, car ce qu'ils craignent n'est pas surtout la guerre, mais d'abord la révolution. Ce qu'ils visent n'est pas de réduire le potentiel militaire de l'U.R.S.S., mais beaucoup plus de faire revenir l'ensemble du monde au régime capitaliste.

Enfin l'essor matériel, culturel de l'U.R.S.S. ne pourra jamais suffire à faire rejeter dans les pays de l'Ouest le régime capitaliste. La classe dominante n'a et n'aurait aucune raison d'accepter une telle démission.

Cependant que les « voies pacifiques » corollaires de la « coexistence pacifique » aboutissent, dans le meilleur des cas à la

stagnation du mouvement ouvrier. Vingt ans de cette politique, même avec l'exemple de l'U.R.S.S. khrouchtchevienne ne pourrait aboutir qu'à transformer les P.C. en vaste association d'amis de l'U.R.S.S. et non au maintien de l'actuelle combativité si faible cependant.

Il est, dans ces conditions, vain et dangereux de se refuser à décrire les raisons du danger de guerre, pour témoigner de son pacifisme, comme argumente Khrouchtchev contre Mao Tsé-Toung.

Vain, car ceci n'empêche pas les causes objectives de jouer, la révolution coloniale de progresser et les risques de crise économique insurmontable sans guerre mondiale, de s'accroître. Dangereux, car en ne désignant pas l'ennemi nettement, en dégradant la conscience et la combativité ouvrière dans les pays capitalistes avancés, on freine le moyen réel d'écarter définitivement tout danger de guerre, c'est-à-dire la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Khrouchtchev, le Stalinien

Mais il faut bien avouer avant d'aborder la politique que nous préconisons, que nous essayons de mettre en application, que nous avons essayé de démontrer l'irréalisme de la politique khrouchtchevienne en faisant abstraction de l'argument pour nous essentiel. Car enfin comment une telle politique peut-elle être acceptée par la grande majorité des dirigeants se réclamant du marxisme-léninisme. Ne doit-on pas établir une corrélation malgré des conditions nouvelles entre la politique khrouchtchevienne et celle de Staline, dans ce domaine au moins. Staline est l'inventeur de la théorie actuelle (2) de la coexistence pacifique, c'est-à-dire de la nécessité du statu quo à l'échelle mondiale,

(2) Lénine employa effectivement cette expression mais pour refuser toute extension de la révolution par les soins de l'armée rouge.

l'histoire de la révolution espagnole où les stalinien se sont cramponnés au mythe de l'union républicaine jusqu'à ce que mort s'en suive, de la révolution grecque sacrifiée au respect des accords de Yalta alors qu'elle triomphait. Le développement du Front Populaire stoppé en France en 1936 par Thorez et le P.C. sous le prétexte qu'il fallait savoir terminer une grève. Encore bien d'autres exemples sont là pour témoigner que sur la question de la coexistence pacifique le stalinien n'est pas Mao Tsé-Toung, mais Khrouchtchev.

Cn ne peut oublier, même pour se faire entendre des militants du P.C.F., que la déstalinisation à la Khrouchtchev n'a entraîné aucune modification fondamentale du système politique en U.R.S.S. Les Soviétiques n'ont pas retrouvé leur rôle, la démocratie ouvrière reste inexistante même au niveau de la production dans les entreprises, les privilèges matériels de la caste bureaucratique résistent même si l'élévation du niveau de vie des masses les rend plus supportables. C'est en réalité, d'autre manière, à certains égards (3), pour défendre les intérêts d'une même caste que Khrouchtchev poursuit la politique stalinienne de statu-quo. Ces intérêts ne recourent pas, nous avons tenté de le démontrer, ceux de la classe ouvrière mondiale et des masses coloniales, ni même ceux de la lutte contre la menace nucléaire.

La révolution coloniale éloigne la guerre

Mais constater l'irréalisme de la stratégie khrouchtchevienne dans la lutte contre la guerre ne suffit pas. Il faut en proposer (Suite page 6)

(3) Nous ne nions nullement, il faut le rappeler, les grandes modifications survenues en U.R.S.S. après la mort de Staline, mais y voyons l'effet de la pression croissante des masses et des couches inférieures de la bureaucratie et non d'une volonté de démocratisation de Khrouchtchev.

à la longue lutte héroïque de la classe ouvrière et du peuple italiens, elle n'en demeure pas moins une constitution bourgeoise qui a pour essence la protection de la propriété capitaliste. La démocratie pratiquée en Italie, comme celle pratiquée dans tous les pays capitalistes, est de la démocratie bourgeoise, c'est-à-dire de la dictature bourgeoise. Les nationalisations entreprises en Italie, ce n'est pas le capitalisme d'Etat du régime socialiste, c'est un capitalisme d'Etat ne pouvant que servir les intérêts de la bourgeoisie monopoliste. Il se peut que, dans le but de maintenir son exploitation et sa domination, la bourgeoisie monopoliste procède parfois à certaines réformes. Dans les pays capitalistes, il est absolument nécessaire que la classe ouvrière combatte économiquement chaque jour et combatte pour la démocratie, mais on mène ces combats pour améliorer partiellement le sort de la classe ouvrière et du peuple travailleur, et, ce qui est plus important, pour éduquer et organiser les masses, élever leur conscience et accumuler le potentiel révolutionnaire, afin qu'au moment propice, l'on puisse s'emparer du pouvoir politique. Les marxistes-léninistes, tout en étant pour la conquête de réformes, sont fermement opposés au réformisme. Les faits montrent que le gouvernement italien, représentant des intérêts du capital monopoliste, a recouru à la répression chaque fois que les revendications politiques et économiques de la classe ouvrière et du peuple travailleur sortaient du cadre permis par la bourgeoisie monopoliste. D'innombrables faits historiques n'ont-ils pas déjà prouvé cette loi immuable de la lutte de classes. Comment peut-on s'imaginer la bourgeoisie monopoliste abandonnant de son propre gré, ses intérêts et sa domination et se retirant d'elle-même de la scène de l'histoire ?

P. Togliatti lui-même n'ignore pas tout à fait ce point. Il a soutenu énergiquement qu'il est possible de « briser le pouvoir du groupe dirigeant du grand monopole » dans le cadre de la constitution bourgeoise. Mais, en définitive, comment briser ce pouvoir ? « Nous n'en savons rien », a-t-il répondu. On voit par là que la théorie des « réformes de structure » de P. Togliatti et de certains autres dirigeants du Parti communiste italien n'a pas pour point de départ le matérialisme historique et une étude scientifique de la réalité objective ; son point de départ, c'est l'idéalisme et l'illusion, cependant,

P. Togliatti et certains autres dirigeants du Parti communiste italien sont allés jusqu'à propager de toutes leurs forces cette théorie, qu'ils savent non-fondée et jusqu'à prétendre qu'elle représenterait « la ligne commune du mouvement communiste international ». Par là, ils jouent pratiquement un rôle qui tend à corrompre et à amolir la lutte révolutionnaire du prolétariat, à défendre la domination capitaliste et à supprimer la révolution socialiste dans sa base même. N'est-ce pas précisément là un nouveau courant de l'idéologie social-démocrate ?



By Chen Yen-chiao

Ces dernières années, dans les pays capitalistes, certains éléments dégénérés des partis communistes et des éléments de droite des partis social-démocrates ont prêché à cor et à cri la soi-disant théorie des « réformes de structure » avec laquelle ils ont attaqué les partis communistes. Ce fait démontre combien la soi-disant théorie des « réformes de structure » ressemble à la social-démocratie et comme elle est loin du marxisme-léninisme !

Les déclarations de Moscou indiquent que la Révolution socialiste a la possibilité de se réaliser de manière pacifique ou par des moyens non pacifiques. Certains tentent de s'en servir pour défendre la théorie des « réformes de structure ». Cette tentative est vaine. Il est tout aussi erroné de prendre unilatéralement le passage pacifique pour la stratégie mondiale du mouvement communiste international. Selon le marxisme-léninisme, si le passage pacifique pouvait être réalisé, ce serait certainement profitable pour le prolétariat et pour l'ensemble du peuple. Si cette

possibilité apparaissait dans un pays, les communistes devraient s'efforcer de la réaliser, mais possibilité et réalité sont, en définitive, deux choses différentes, de même que désir et capacité de réaliser, en fait, jusqu'ici, l'histoire n'a pas encore connu de cas de passage pacifique du capitalisme au socialisme. Les communistes ne doivent pas baser la victoire de la révolution uniquement sur le passage pacifique. La bourgeoisie ne se retire jamais de son plein gré de la scène de l'histoire.

C'est une loi universelle de la lutte de classes. Les communistes ne doivent en aucune façon relâcher la préparation à la révolution, ils doivent se tenir prêts à riposter à toute attaque de la contre-révolution et à écraser la bourgeoisie par la force, lorsque celle-ci réprimera la révolution par la force, au moment critique où le prolétariat s'emparera du pouvoir. Cela signifie que les communistes doivent adopter deux méthodes : en même temps qu'ils préparent le développement pacifique de la révolution, ils doivent être pleinement préparés pour un développement non pacifique de la révolution. C'est ainsi seulement qu'au moment où une situation favorable se présentera pour la révolution, ils ne seront pas pris au dépourvu si la bourgeoisie recourt à la violence pour étouffer la révolution, par ailleurs, même s'ils parvenaient à prendre le pouvoir par des moyens pacifiques, ils devraient encore se préparer sans retard à faire face à l'intervention armée des impérialistes étrangers et à la rébellion armée des impérialistes étrangers et à la rébellion armée contre-révolutionnaire soutenue par les impérialistes. L'attention des communistes doit aller principalement à l'accumulation des forces révolutionnaires, en dépit des conditions rudes et difficiles, afin d'être prêts à riposter, si nécessaire, aux attaques armées de la bourgeoisie, et non aller principalement à la possibilité d'un passage pacifique, car, en insistant unilatéralement sur celui-ci, sans aucun doute ils paralyseraient la volonté révolutionnaire du prolétariat, se désarmeraient sur le plan idéologique, se trouveraient dans une position faite entièrement de passivité, sans préparation aucune sur les plans politique et d'organisation, et même enterraient la cause révolutionnaire du prolétariat.

La thèse de « la marche vers le socialisme dans la démocratie et la paix » prônée par le camarade Togliatti et certains autres dirigeants du Parti communiste italien fait penser au vieux révisionniste Kautsky qui, il y a plus de 40 ans, disait : « Je prévois que la révolution sociale du prolétariat, ...partout où la démocratie a été établie, pourrait se réaliser par des moyens pacifiques, économique, juridique et moral, et non par la violence ». Kautsky : « La dictature du prolétariat » (1918). Les communistes ne doivent-ils pas tracer une nette ligne de démarcation entre eux et les sociaux-démocrates à la Kautsky.